

ADRESSE
À CELLES ET CEUX QUI VEULENT
TRANSFORMER CETTE SOCIÉTÉ

Aujourd'hui le communisme

est dans la France insoumise

**Par ses idées,
par des femmes et des
hommes qui y militent**

Réédition 30 juillet 2024

SOMMAIRE

LE COMMUNISME POLITIQUE A CHANGÉ DE CAMP

DE L'ENGAGEMENT PERSONNEL DANS LA RÉVOLUTION	3
--	---

LE PCF A PASSÉ LA MAIN, LA FRANCE INSOUMISE A PRIS LE RELAIS	4
--	---

L'ÈRE DU PEUPLE ET LE COMMUNISME	5
----------------------------------	---

LA RÉVOLUTION CITOYENNE NOUVEAU PROJET POLITIQUE À GAUCHE	6
---	---

GOUVERNER LA FRANCE AUJOURD'HUI	8
---------------------------------	---

PRÉSIDENTIELLE	9
----------------	---

LES FAUSSES EXCUSES	11
---------------------	----

PARTI SOCIALISTE : LE RETOUR À LA CASE HOLLANDE	12
---	----

LA « CONFUSION » EELV	13
-----------------------	----

LA RÉPUBLIQUE DE ROUSSEL	14
--------------------------	----

LE FASCISME MENACE	15
--------------------	----

L'EXIGENCE DU CAPITAL	17
-----------------------	----

CONTINUONS DE CONSTRUIRE L'ESPOIR	18
-----------------------------------	----

L'UNION POPULAIRE	19
-------------------	----

« FAITES MIEUX »	20
------------------	----

L'APPORT COMMUNISTE	21
---------------------	----

AVEC CONFIANCE	23
----------------	----

LE COMMUNISME POLITIQUE A CHANGÉ DE CAMP

**Par Francis Parny animateur de l'association
des insoumis communistes**

Le 18 novembre 2023, nous avons publié une « adresse » pour éclairer le sens de la présence de nombreux communistes dans la France insoumise, qu'ils aient été auparavant membre du PCF ou pas, le communisme n'étant la propriété de personne.

Cette réédition reprend l'essentiel du texte publié alors. Mais depuis novembre 2023 la vie politique s'est accélérée avec l'enchaînement des élections européennes, de la dissolution de l'Assemblée nationale, des élections législatives et de la question gouvernementale.

Il nous fallait actualiser notre propos en l'éclairant de ces nouveaux épisodes.

DE L'ENGAGEMENT PERSONNEL DANS LA RÉVOLUTION

Le communisme a, de tout temps, intéressé des millions de personnes. Parfois il a généré une simple sympathie, un intérêt, une proximité à certaines des idées qu'il véhicule. Parfois il a conduit à un engagement politique dans une formation qui se réclamait de cette idéologie. Et parfois aussi, à un désengagement né de déceptions.

Mais qu'y a-t-il au cœur de ce mouvement vers le communisme ?

Il y a l'idée que cette société ne nous convient pas, qu'il faut la changer, qu'on ne peut pas vivre heureux avec tant de misère autour de soi, qu'on ne peut pas vivre libre dans une soumission constante à la loi du plus fort, qu'on ne peut pas sauver notre écosystème sans le préserver de la prédation du système économique actuel. Il y a cette aspiration à un consentement mutuel à vivre ensemble dans une société qui respecte nos droits pour nous faire « être » humain.

Et cette aspiration correspond bien à ce qu'est le communisme : un mouvement qui abolit l'ordre existant pour contribuer à en faire émerger un autre, meilleur¹.

Le communisme n'est pas seulement une idéologie, il a nourri la création de partis politiques qui ont contribué concrètement à faire évoluer nos sociétés.

C'est ce que je nomme le « communisme politique ».

Ce communisme-là, chez nous, il n'est plus au PCF, il est à la France insoumise. Et nous, communistes et insoumis nous en sommes la matérialité militante.

Voilà l'hypothèse de cette adresse.

LE PCF A PASSÉ LA MAIN, LA FRANCE INSOUMISE A PRIS LE RELAI

En France le PCF a été longtemps, cette force de transformation. Il a su faire évoluer notre société dans un sens plus humain. Avec le Front populaire il a imposé au Capital un meilleur partage des richesses produites au bénéfice des ouvriers et des classes populaires. Dans la résistance, tout en combattant le nazisme, il a construit avec d'autres un programme pour soustraire au Capital la gestion de nombreux biens communs. Et il a permis la mise en place de ces politiques dans l'après-guerre². Dans le même temps ses élus locaux et départementaux ont généré des avancées dans la gestion même des villes et des départements avec ce que l'on a appelé le communisme municipal³.

Et puis le capitalisme s'est adapté, il a contre-attaqué. Il a internationalisé l'exploitation pour sortir d'un face-à-face national où le rapport de force était difficile pour lui. Il s'est financiarisé, particulièrement en France, en cherchant à marchandiser tout ce qui pouvait être rentable dans notre vie. Il a éloigné toujours plus les citoyens des décisions économiques en donnant le sentiment selon la formule de Margaret Thatcher qu'il n'y avait pas d'alternative au capitalisme (« T.I.N.A. »)⁴.

Le PCF n'a pas su tirer les conséquences stratégiques de cette évolution du capitalisme.

On pourrait dire qu'il n'a pas été « marxiste » puisqu'il n'a pas analysé « concrètement » la société que générait cette évolution.

Le mouvement de Mai 68 a constitué la première opposition globale au capitalisme et le PCF s'est trouvé confronté à la question de la conquête du pouvoir en France. Fort d'un rapport de force qui lui était favorable, il a proposé aux autres forces de gauche un programme commun et une union sur ce programme. Mais le contenu de ce programme fortement marqué par son approche productiviste et étatique de la transformation sociale sous-estimait la nécessité de l'intervention populaire dans les processus de changement. Et l'union de la gauche au début des années 1970 s'est faite avec un parti socialiste réduit à 5 % des suffrages dans l'élection présidentielle de 1969, notamment du fait de sa faillite politique sur la question coloniale.

Quand le rapport de force s'est modifié en faveur de la sociale démocratie, cette forme d'alliance a montré sa fragilité. Les gouvernements de gauche à partir de 1983 ont fait progressivement la même politique économique que ceux de droite. Cette déroute de la pensée transformatrice a sans doute trouvé son apogée dans la formule de François Hollande devenu Président de la République et déclarant qu'il construisait : « un socialisme de l'offre » oubliant ainsi la « demande » populaire.

Le parti communiste français a sombré dans cette dérive libérale. Le peuple a compris

qu'il n'y avait rien à attendre de cette gauche⁵. Macron l'a tuée définitivement avec son « en même temps » qui n'a servi qu'à emmener les électeurs socialistes plus loin dans les chemins de la droite libérale. Le PCF s'est noyé en lui emboîtant le pas et en maintenant à tout prix une union de la gauche sans contenu transformateur sous prétexte de « sauver ses élus », objectif dont on conviendra qu'il a bien peu à voir avec la révolution et l'intérêt général du peuple⁶.

Est-ce à dire que le communisme a disparu de la scène politique en France comme il a disparu dans bien des pays « occidentaux » ?

Non, pas en France.

Parce qu'un homme l'a sauvé : Jean Luc Mélenchon.

L'ÈRE DU PEUPLE ET LE COMMUNISME

Je sais bien toutes les injures qu'un tel propos risque de m'attirer, mais pourquoi Jean-Luc Mélenchon serait-il le seul à subir les opprobres. Au lieu d'« aboyer » est-il possible d'examiner les faits ?

Bien sûr l'objectif de Jean-Luc Mélenchon n'était pas de sauver le communisme mais, comme il l'a dit lui-même, de préserver en France une force de gauche radicale à même de transformer notre société.

En écrivant l'Ère du peuple en 2014 - une théorie révolutionnaire pour une révolution citoyenne - Jean-Luc Mélenchon s'est appuyé sur une démarche marxiste analysant la société capitaliste contemporaine et sa crise. Il a redéfini qui était « le peuple » aujourd'hui, pour lequel la révolution est nécessaire. Il a enfin mis en lumière la nécessité d'une rupture avec ce système. Cette notion de rupture avec le capitalisme est parfaitement communiste. Elle est au cœur de l'action de la France insoumise : rassembler le peuple autour d'un programme de ce type.

Le fait que de nombreux communistes aient quitté le PCF pour rejoindre la France insoumise n'est que la conséquence logique de tous ces constats, ils confirment par ce geste, leur choix initial. La France insoumise leur a rendu l'espoir qu'il y avait toujours un chemin pour la révolution.

Si l'on ne veut pas de cette société d'injustices, de discriminations et de destruction du vivant où peut-on aller aujourd'hui en France sinon à la « France insoumise » qui seule, concrètement dans ses propos comme dans ses actes, affirme qu'il n'est pas possible de s'accommoder de ce système et qu'il faut rompre avec lui.

Tous les communistes qui ont quitté le PCF pour rejoindre la France insoumise n'ont pas quitté le communisme, ils l'ont rejoint là où ils ont reconnu qu'ils pouvaient continuer de vivre et d'apporter quelque chose. Ils ont juste été fidèles à leur propre engagement. Et ils ont retrouvé des « communistes » avec d'autres parcours, souvent marxistes ou simplement attachés à cette dimension sociale et humaine

du « commun » à partager.

En quoi, nous qui nous réclamons du communisme, pouvons-nous être utiles au développement de la stratégie de la France insoumise ? Il me semble que c'est dans la question du rapport au peuple et du rapport de celui-ci à la transformation sociale.

Il est impossible de transformer une société sans une action consciente du peuple lui-même.

L'expérience de l'Union soviétique nous l'a démontré très largement. Le parti communiste de l'Union soviétique voulait sans doute le bonheur de son peuple, le problème c'est qu'il ne lui a jamais demandé sa participation, ni même son avis sur les voies à emprunter. Il a tué ainsi toute initiative individuelle dans la construction sociale et son système s'est écroulé de ce fait, comme le mur de Berlin, sans intervention de l'extérieur.

Pourtant, lors de la révolution d'octobre l'existence des soviets a permis d'associer le peuple à la révolution mais la mise en place du « parti unique » a remplacé les soviets et confisqué ainsi toute liberté au peuple.

En France, l'histoire contemporaine ne s'est pas construite de la même façon. La question de la Révolution a été traitée au travers des projets portés par le PCF d'une part et les socialistes d'autre part. Et ces projets étaient marqués aussi par la relation de ces partis à l'URSS d'un côté et à la sociale démocratie européenne de l'autre. On a pu parler alors de révolution en l'opposant au réformisme. Mais ni le communisme soviétique ni la sociale démocratie européenne ne sont arrivés au bout du compte à mettre en place des sociétés satisfaisantes pour les peuples. La question du dépassement du capitalisme reste devant nous mais toute cette histoire « des gauches » en France a permis de mettre mieux en lumière la question principale qui est de savoir si on s'accommode de ce système ou bien si l'on veut le dépasser. Aujourd'hui, il y a bien « une gauche de rupture » et « une gauche d'accompagnement ». Le choix entre les deux ne pourra se faire sans une intervention consciente du peuple sur cet enjeu. Le vote de 2022 à la présidentielle est une première réponse, il faut encore la rendre plus importante.

LA RÉVOLUTION CITOYENNE, NOUVEAU PROJET POLITIQUE À GAUCHE

Dès lors les victoires électorales de « l'union de la gauche » reposaient sur des alliances dans lesquelles le pôle social-démocrate était dominant et cela dès 1981, année où François Mitterrand est passé devant le PCF. Et malgré quelques avancées sociales ou démocratiques jamais les programmes suivis par cette social-démocratie ne se sont attaqués aux fondements du système capitaliste

générateur d'innombrables discriminations sociales, de pauvreté et de précarité et prédateur de notre planète.

Et notre peuple en a tiré une conséquence simple et évidente, la droite et la gauche c'est pareil, ils mènent la même politique.

La révolution citoyenne avancée par Jean-Luc Mélenchon a bousculé la donne en démarrant, on s'en souvient, par le tonitruant « qu'ils s'en aillent tous ».

Mais au cours des trois campagnes présidentielles de 2012, 2017 et 2022 le nouveau projet politique porté par le candidat Jean-Luc Mélenchon n'a cessé de progresser : 11 % puis 19,5 % et enfin 22 %. À chaque fois c'est le programme porté dans ces élections qui a redonné de l'espoir au peuple ainsi qu'un discours radicalement différent de la gauche d'avant.

Seulement voilà nous n'avons pas gagné et de ce fait notre peuple ne peut faire l'expérience de la mise en place d'une autre politique au service de ses besoins et de ceux de la planète.

Pourtant en 2022 dans les élections législatives qui ont suivi la présidentielle, Jean-Luc Mélenchon a, une fois de plus, innové en politique en proposant la création de la NUPES. Une nouvelle union à gauche avec la présentation d'un candidat unique dans les 577 circonscriptions de notre territoire. Du jamais vu. Un accord conclu sur la base d'un programme de rupture avec le système comprenant 650 propositions concrètes.

Bien sûr cela a été possible grâce au rapport de force créé dans l'élection présidentielle : 22 % pour la gauche de rupture, 4,6 % pour l'écologie, 2,3 % pour le PCF et 1,7 % pour le PS. Ce rapport de force n'était pas acceptable par les partis de l'ancienne gauche même si tous ont obtenu un groupe à l'Assemblée nationale. Dès lors ils n'ont eu de cesse de multiplier les attaques contre la France insoumise afin de disloquer la NUPES.

Ils ont prétendu qu'il s'agissait d'un simple accord électoral ! Leur signature au bas d'un programme de 650 propositions n'a donc aucune valeur ? En quelque sorte, quelques mois après le vote, ils disaient aux électeurs « notre accord c'était juste pour avoir des élus » ? C'est-à-dire exactement ce qui a conduit notre peuple à ne plus avoir aucune confiance dans les partis politiques : « ils ne pensent qu'à eux ! ». Comment expliquer une telle attitude ? Bien sûr les intérêts propres à chaque parti sont en cause. Mais comment ne pas s'interroger sur la sincérité de leur engagement à l'égard de mesures programmatiques qui rejettent tout compromis avec le système alors que leurs pratiques politiques depuis des années étaient faites de concessions et de compromis à son égard. Croient-ils véritablement qu'il soit possible de « rompre » avec ce système ?

En fait, c'est le projet global révolutionnaire que porte la France insoumise qu'ils ne peuvent accepter, tant il est la critique implicite de tout ce qu'ont fait ces partis

depuis 40 ans. Et s'ils ne supportent pas en particulier, la personnalité de Jean-Luc Mélenchon c'est parce qu'il incarne tout ce à quoi ils ont renoncé dans leur combat politique. On appelle ça la révolution ou l'intérêt général, mais c'est la même chose. C'est d'ailleurs le même opprobre à notre égard d'insoumis communistes qui anime la réaction parfois haineuse de membres du PCF qui ne nous reprochent pas tant d'avoir quitté ce parti que d'avoir rejoint l'organisation qui aujourd'hui assume un rôle révolutionnaire que le PCF n'assume plus. Ce n'est pas pour rien que Fabien Roussel n'a pas tenu l'engagement qu'il avait pris de retirer sa candidature en 2022 si Jean-Luc Mélenchon apparaissait comme pouvant être au second tour. Il a ainsi « gelé » 800 000 voix alors que la moitié de celles-ci suffisaient à porter Jean-Luc Mélenchon au second tour. Il ne pouvait pas accepter que la FI réussisse là où le PCF avait échoué.

GOUVERNER LA FRANCE AUJOURD'HUI

Ce qui s'est passé pour la NUPES se reproduit aujourd'hui à l'égard du NFP (nouveau Front populaire).

Et la nature des attaques menées confirme bien, et d'abord, que c'est la politique qu'il faut pour la France qui est en question. Pour l'aile droite du parti socialiste (49 % de ce parti tout de même) la qualité première du premier ministre ne doit pas être dans sa fermeté à vouloir appliquer le programme sur la base duquel il a été choisi, mais dans sa capacité à trouver au-delà de la gauche des accords pour gouverner durablement. Soyons clairs, comme l'a fait Lucie Castets sur BFM le 25 juillet : il n'y a pas de « macronistes » de gauche, donc on parle bien d'une alliance gouvernementale avec la droite.

Quelle justification pourrait-il y avoir à un tel choix ?

L'idée qu'on pourrait faire un peu de social par exemple ? Ou un peu d'écologie ? Ou un peu d'humanité tout simplement à l'égard des travailleurs immigrés par exemple ? Non, on sait après des années de luttes syndicales dans lesquelles nationalement nous n'arrivons pas à obtenir de grandes avancées qu'il n'y a plus de place pour des concessions du système capitaliste à l'égard du salariat et du peuple. Aujourd'hui, la criminalisation des actions syndicales ou associatives et la répression de tout mouvement contestant l'ordre social actuel, ont remplacé ces grands capitaines d'industrie qui disaient de temps en temps « il faut lâcher du mou ».

La justification serait-elle à chercher dans le fait de s'opposer au rassemblement national ? Mais là encore terrible fausse piste : la seule façon de contrer la montée du RN c'est de faire une autre politique que celle qui est suivie depuis des dizaines d'années. Une récente étude sur l'électorat d'extrême droite montre comment la

haine à l'égard des immigrés est assumée par ces électeurs, non pas tant du fait d'une sorte de rejet de tous les étrangers, mais parce qu'il leur semble que c'est plus facile d'expulser des étrangers que de mener une politique qui s'attaquerait aux privilèges des riches et des grandes sociétés⁷.

Voilà la démonstration qu'il nous reste à faire : gouverner autrement à partir des besoins c'est possible. Mais encore faut-il présenter un programme qui réponde à cet objectif, le faire voter, vouloir l'appliquer en demandant au mouvement social d'aider très fortement à sa réalisation.

Cela s'appelle la démocratie tout simplement.

Et elle suppose que le peuple soit à tout moment acteur de cette transformation. Effectivement, l'exemple c'est le Front populaire où le PCF sans participer au gouvernement a encouragé les grèves, la revendication sociale permettant des victoires importantes. Rien à voir avec 1981 où des dirigeants politiques de gauche venaient demander aux syndicats de ne pas faire grève pour ne pas gêner l'action des ministres.

PRÉSIDENTIELLE

Gardons notre cap.

Sans intervention populaire pas de changement possible. Ce que nous venons de décrire concernant les pratiques des partis de l'ancienne gauche montre à quel point ils sont incapables de maintenir une coalition de gauche pour changer de politique.

Ces partis ne raisonnent plus que dans le cadre de l'Assemblée nationale et comme ils veulent à tout prix « gouverner » ils recherchent des alliances de compromission avec la droite. Pour cela ils ont besoin de dénigrer LFI. Ils ont préféré, par exemple, mettre en cause la lourdeur des discussions du NFP plutôt que la responsabilité du président de la République à ne pas reconnaître le suffrage universel.

Un tweet de Carole Delga fin juillet doit attirer notre attention, elle dit : « Les sorties violentes de certains cadres de LFI et l'obsession égotique de Jean-Luc Mélenchon pour la présidentielle sacrifient l'émergence d'une gauche progressiste et crédible aux yeux des Français ». La réalité c'est que le quinquennat calamiteux de François Hollande qui a conduit la candidate socialiste en 2022 à un résultat inférieur à 2 % ne génère pas évidemment une « obsession égotique » à propos des élections présidentielles dans le PS. Dès lors la présidentielle n'est pas un objectif dans l'immédiat. C'est aujourd'hui aussi la même réflexion chez EELV après leurs résultats aux élections européennes. Et cela explique le dénigrement constant de la personne de Jean-Luc Mélenchon.

Regardons la question du rapport de force à l'intérieur des coalitions que nous

avons portées. On pouvait comprendre que ce rapport dans la NUPES apparaisse déséquilibré à certains. Mais celui qui a servi à construire le NFP ne l'était pas. Et pourtant on a retrouvé un parti socialiste faisant comme s'il était redevenu la plus grande formation de cette coalition pour s'employer à mettre en cause le caractère radical du programme afin de préparer des rapprochements sans principes.

Jamais LFI n'a fait obstacle à l'union. Elle a donné 100 circonscriptions de plus au parti socialiste par rapport à l'accord de 2022. Elle a été la première à annoncer au soir du premier tour le désistement républicain de ces candidats contre le RN. Elle a retiré toutes ses propositions concernant le choix d'un premier ministre, a adopté la proposition d'Huguette Bello puis la proposition faite par le parti socialiste en faveur de Lucie Castets.

Et malgré tout LFI resterait responsable du chaos et de la « brutalisation » de la vie politique.

Faisons un petit détour pour examiner ce vocabulaire et les mots choisis comme « brutalisation » ou « apaisement ».

Je voudrais saluer le communiqué du 24 juillet de l'association ATTAC dans lequel elle réclame la nomination rapide d'un premier ministre issu du NFP en demandant au président Macron : « de cesser de brutaliser la démocratie ». Quelle belle utilisation - juste cette fois - de ce mot. Tout comme celle que Frédéric Lordon fait du mot apaisement, en expliquant que dans cette société bourgeoise l'apaisement ne pouvait être qu'un « apaisement bourgeois ». On imagine très bien il est vrai un grand patron demandant aux syndicalistes de stopper leur grève pour apaiser le climat dans l'entreprise tout en les assurant qu'il n'y a pas besoin de grève pour augmenter les salaires.

Mais revenons au fond.

Et en effet le seul homme politique brutal est le président qui s'appuie sur ce que la Ve République contient de plus dictatorial. Il dirige seul le pays. Il communique à tout moment en piétinant les domaines de responsabilité de ses ministres. Il dissout seul l'Assemblée nationale. Il ne tient pas compte du suffrage universel. Il accepte la démission d'un gouvernement auquel il demande de continuer de gérer le pays. Il affirme a priori qu'il n'est pas possible qu'un premier ministre remette en cause ce qui a été fait « avant » sa nomination, sous-entendu notamment, la retraite à 64 ans. Ici se situe une autre réflexion stratégique déjà contenue dans « l'ère du peuple » : puisque le président dans ce système a tous les pouvoirs alors le changement pourrait bien passer par la victoire aux élections présidentielles. Y compris pour abroger cette Ve République.

Cette affirmation n'a rien d'une obsession « égotique » et présidentialiste. Elle n'empêche nullement toute initiative politique pour « gagner » en dehors de cette élection comme l'a montré l'attitude constante de Jean-Luc Mélenchon pour

la NUPES comme pour le NFP. Mais nous avons vu que les partis de l'ancienne gauche ont bien conscience qu'il est difficile de constituer une majorité absolue à l'Assemblée nationale sans compromission avec la droite. Les règles de l'élection présidentielle sont toutes autres et l'importance de cette élection, ressentie comme décisive y compris par notre peuple, ouvre la porte à une participation électorale de celles et ceux qui ont l'habitude malheureusement de s'abstenir : les gagner à un projet transformateur sera décisif, c'est bien du rapport au peuple dont il faut se préoccuper en premier lieu.

LES FAUSSES EXCUSES

Encore une fois les partis de l'ancienne gauche ne peuvent assumer publiquement leur volonté de compromission pour pouvoir gouverner sauf quelques « extrémistes » de leur camp. D'autant que la faillite du quinquennat de François Hollande reste dans toutes les mémoires. Alors le PS, le PCF et EELV ont décidé de dénigrer systématiquement l'homme et la formation politique qui ont permis que depuis 10 ans se reconstruise une gauche radicale ouvrant une perspective d'alternative au pouvoir libéral.

Ils ont choisi « une tête de Turc » comme on dit. Cet homme parlerait trop fort, il faudrait lui confisquer son téléphone car il fait trop de tweets, il est hégémonique, obnubilé par la présidentielle et le saviez-vous ? Il serait antisémite.

Une pensée d'abord pour celui qui subit tout cela, tous ces griefs injustifiés et déshonorants pour leurs auteurs qui devraient mener un débat politique.

Parler trop fort ?

De quoi s'agit-il, de l'expression « la police tue » par exemple ? Mais comment faudrait-il dire : « il y a des jeunes qui meurent dans les quartiers dans le même moment que des interventions policières ont lieu ... mais on ne sait pas bien s'il faut invoquer la légitime défense etc. etc. ». Pourtant y a-t-il ou non dans notre pays un problème de doctrine policière ? Des instances internationales de défense des droits de l'homme ont dénoncé la politique de la France en la matière et nous savons bien que de manifestations des gilets jaunes en révoltes des quartiers en passant par les grandes manifestations syndicales, la seule façon que ce pouvoir a aujourd'hui de faire passer sa politique c'est la répression et la limitation du droit d'expression. Alors au bout de cette polémique stérile, quand Jean-Luc Mélenchon conclut en disant « il faut réformer la police du sol au plafond » finalement personne ne dit qu'il parle trop fort car ils savent qu'il a raison.

Hégémonique ?

Mais rien n'obligeait la France insoumise à proposer un accord politique pour les élections législatives en 2022 - accord qui a permis à chacun d'avoir un groupe à

l'Assemblée nationale ce qui n'était pas évident - sinon la conviction qu'il fallait dire aux Français qu'une autre majorité était possible pour gouverner autrement notre pays « à partir des besoins ».

Rien non plus n'obligeait la France insoumise à proposer une liste unique aux européennes avec une femme écologiste à sa tête et sans demander plus d'élus qu'elle n'en avait depuis 2019.

Et nous avons montré un peu plus haut dans ce texte comment notre attitude unitaire et anti-RN a été exemplaire dans l'élection législative de 2022.

Et si l'on parle d'hégémonie franchement faut-il rappeler à tous ceux qui s'insurgent aujourd'hui quelle a été l'attitude du parti socialiste quand il « dominait » la gauche. Tout cela ne tient pas.

Antisémitisme ?

C'est sans doute l'accusation la plus « dégueulasse », excusez-moi je ne trouve pas d'autres mots. Quelle plainte a été déposée ? Quel acte de justice confirmerait cette accusation ?

Certains s'appuient sur le fait qu'il dénoncerait l'islamophobie et que dès lors il choisirait le camp des musulmans contre celui des juifs. Ceux-là ne voient le monde et les peuples qu'au travers de guerres de religion.

Mais d'une manière générale il s'agit avec ces accusations de rendre invisible l'attitude du gouvernement d'extrême droite d'Israël qui mène une guerre coloniale depuis des années et depuis des mois un massacre injustifié de dizaines de milliers de personnes dans la bande de Gaza. La manifestation organisée par Madame Braun-Pivet et Monsieur Larcher le 12 novembre 2023, a constitué le sommet de cette opération de détournement de l'opinion publique en blanchissant (le mot est de Sophie Binet) par ailleurs de tout antisémitisme le parti de Monsieur Le Pen et de sa fille.

PARTI SOCIALISTE : LE RETOUR À LA CASE HOLLANDE

Si on veut faire progresser l'union de notre peuple, il faut éclaircir la nature des difficultés auxquelles nous sommes confrontés avec nos partenaires potentiels.

Pour le PS si l'antisémitisme est un mauvais procès, il faut alors considérer ce qu'ils défendent réellement sur le plan international. Concernant la Palestine, leur lenteur à exiger un cessez-le-feu après avoir demandé d'abord un cessez-le-feu « humanitaire » confirme de fait leur politique d'alliance au plan international, à savoir la réaffirmation de leur position atlantiste et de leur alignement sur les USA. Ce n'est pas pour rien qu'en février 2000, Lionel Jospin Premier ministre, avait qualifié de « terroristes » les attaques du Hezbollah et c'est Jacques Chirac qui avait alors dénoncé un « dérapage ». Franchement, nous avons le sentiment que si Jospin avait

été le Président et Chirac le Premier ministre, la France aurait aussi suivi les USA dans la guerre en Irak. Et si Nicolas Sarkozy est le premier président de la France qui a rompu avec la tradition diplomatique française de soutien à la constitution d'un État palestinien, François Hollande, son successeur, s'est dépêché de poursuivre dans cette voie qui ne défend plus le droit des peuples à disposer d'un État et ne respecte plus les résolutions de l'ONU.

Les rapports internationaux ne peuvent être fondés que sur le droit sinon il ne reste que l'esprit partisan et le choix d'alliance qui se situent dans une même conception du monde en l'occurrence celle des États-Unis de « La guerre de civilisation ».

Certes, sur cette question le programme de la NUPES avait distingué ceux qui étaient pour la sortie de l'OTAN et ceux qui étaient contre. Mais l'ensemble des signataires du programme ont approuvé le respect des résolutions de l'ONU et rejeté la conception de la guerre des civilisations⁸. Dans les faits, aujourd'hui, on voit bien que les signataires n'ont que faire du respect de leur engagement.

Sur la politique française, on connaît les réticences du PS concernant la retraite à 60 ans, les évolutions du code du travail, l'utilisation des armes létales dans les manifestations... en fait sur toutes les questions qui ont fait l'objet de lois ou de décrets dans le quinquennat de François Hollande en particulier la loi El Khomri ou celle de Cazeneuve. Le « droit de visite » invoqué par Jospin à propos du bilan de François Mitterrand n'existe plus.

Par ailleurs Olivier Faure apparaît prisonnier de sa minorité. Le congrès qu'il avait convoqué en 2022 n'a pas « tranché » sur une ligne politique et s'est terminé par des compromis incessants sur tous sujets. Cette minorité inclut de nombreuses et nombreux élus, véritables « notoriétés » régionales et départementales de son parti. Celles-là, ceux-là ne se préoccupent nullement de gagner l'élection présidentielle. Seuls leurs pouvoirs locaux les préoccupent et ils sont sans doute plus inquiets d'une victoire possible de LFI qui les déstabiliserait, pensent-ils. Ils présentent parfois leurs alliances locales comme le meilleur moyen de faire opposition au RN. Mais en Occitanie Carole Delga n'a nullement empêché le RN de conquérir de nombreuses circonscriptions ou villes détenues par le PS. Valérie Rabault, ex-présidente du groupe socialiste à l'AN vient également d'être battue aux élections législatives de 2024 dans le Tarn et Garonne.

LA « CONFUSION » EELV

Concernant EELV les choses sont plus difficiles parce que cette organisation n'est pas unie idéologiquement et que l'ensemble de ses composantes s'efforce de réaliser leur unité sur la question écologique. Ce n'est pas pour rien que leur nom change pour devenir « Les écologistes ». Avec quel but en filigrane ? Unir tous les

partisans de l'écologie qu'ils soient de droite ou de gauche ? En tout cas entretenir l'ambiguïté et la confusion sur les choix. Déjà un courant à l'intérieur du mouvement se dénommait « l'écologie politique » pour essayer de s'affirmer contre celles et ceux qui défendaient l'idée qu'une politique écologique pouvait très bien être compatible avec les choix libéraux. Malheureusement le capitalisme nous conduit à la destruction de la planète. Veulent-ils le reconnaître clairement ? Là aussi la question leur est posée.

Marine Tondelier s'étant prononcée pour une candidature unique de la gauche en 2027, nous devons lui reconnaître qu'elle a ainsi enregistré qu'il était difficile, après le score de Yannick Jadot d'envisager un Président de la République élu sous les couleurs de l'écologie. Le score de EELV aux élections européennes l'a sans doute confortée dans ce constat.

Du point de vue des alliances, EELV ne veut pas d'une France insoumise trop forte mais elle sait aussi qu'elle ne peut pas attendre de grandes largesses de la part du PS. Cela l'a conduit à refuser les tentatives du PS de conclure des accords à trois pour mettre LFI en difficulté dans les négociations du NFP.

LA RÉPUBLIQUE DE ROUSSEL

Que dire de Fabien Roussel ? On peut lui reconnaître que par rapport à la NUPES ou au NFP, il est le plus constant à signer des accords dont il conteste, quelques semaines après, la fiabilité pour promouvoir des alliances au moins avec la gauche libérale, voire plus.

Il avait distillé dans sa campagne présidentielle des thèmes fort éloignés de ce que l'on pourrait appeler le communisme.

Sa participation à la manifestation de syndicats de police qui demandaient à exercer un contrôle sur la justice est déjà tout un programme et son attitude à l'égard des gilets jaunes ou des révoltes dans les quartiers populaires, n'a rien de rassurant.

Quand Roussel parlait d'entrecôte, de bon vin et de barbecue, certains membres du PCF pouvaient lui pardonner une image plutôt bonhomme assez loin, il est vrai, de la politique. Quand il oppose la France du travail à celle des allocations il est complètement en dehors d'une pensée marxiste puisque les cotisations dont bénéficient les chômeurs ne sont que du salaire différé et donc une conquête du salariat contre le capital.

Mais quand il rompt avec la position de solidarité avec la Palestine et qu'il va défiler avec l'extrême droite contre l'antisémitisme, alors on peut comprendre que les adhérents du PCF ne le suivent plus. Ils sont tout simplement horrifiés.

Sa non-réélection dans sa circonscription montre qu'une telle attitude ne permet pas de regagner des voix, les électeurs visés préférant l'original à du Canada Dry.

Il n'y a malheureusement pas de solution interne au PCF pour faire évoluer les choses. Ceux qui se déclarent en désaccord avec Roussel, gardent pourtant un positionnement similaire concernant LFI et ils acceptent de rester à l'intérieur de ce parti sous prétexte que le jeu démocratique pourrait leur permettre de prendre la majorité et cela contre toute évidence. La forme « parti » montre ici toute son inefficacité en condamnant la minorité à exprimer des désaccords qui n'infléchiront jamais la ligne générale du parti. C'est pour cela que nous invitons les membres du PCF qui vivent mal cette situation à nous rejoindre comme communistes dans la France insoumise.

Ajoutons que PS, EELV et PCF doivent s'interroger sur leur pratique du ni-ni. La promptitude de Jean-Luc Mélenchon au soir du premier tour des législatives à annoncer, dès 20 heures, le désistement républicain des candidats LFI quand le RN avait une chance de l'emporter a obligé tout le monde à faire de même au point que les médias ont abandonné dans leurs commentaires de l'entre-deux tours toute attitude renvoyant dos à dos l'extrême droite et l'extrême gauche. Bien sûr le président en décidant de rejoindre globalement ce front anti-RN avait provoqué ce changement d'attitude. Mais les médias n'ont pas attendu longtemps après les élections pour relancer le ni-ni. Nos partenaires de gauche prendront-ils la responsabilité d'encourager ce discours et de tirer ainsi contre leur camp ?

LE FASCISME MENACE

Cette question est d'autant plus importante que la montée en puissance des idées d'extrême droite se poursuit dans notre pays comme dans le monde.

Macron a joué les apprentis sorciers avec la dissolution de l'Assemblée nationale le soir même d'une élection qui portait très haut le RN.

Disons-le clairement beaucoup d'entre nous ont dû se dire à ce moment que le président livrait la France à l'extrême droite. Le fantôme de l'Italie se rapprochait. Constatons une fois de plus que l'intelligence politique de Jean-Luc Mélenchon et de la France insoumise a mis en échec cette hypothèse. En construisant tout d'abord le nouveau Front populaire puis, alors que le résultat du premier tour continuait de nous faire trembler, en mettant en place des désistements qui ont fait « perdre » le RN.

Et notre soulagement a été grand de constater que le peuple de notre pays refusait d'être gouverné par le racisme, l'exclusion et la haine de l'autre. N'oublions jamais de porter haut cette réaction salutaire.

Mais il reste que le RN a rassemblé 10,6 millions de voix dans le premier tour de cette élection. La menace persiste qu'il arrive au pouvoir seul ou en coalition avec

la droite.

La progression de ces idées n'est pas le résultat d'une intense campagne de Marine Le Pen. Un humoriste qui s'exprime chaque soir sur TF1 a raison de la représenter dans une chaise longue, au soleil, un cocktail à la main.

Le RN n'a rien à faire, rien à dire, c'est la droite au pouvoir qui porte une responsabilité écrasante dans cette montée des idées d'extrême droite.

Monsieur Darmanin débat avec Madame Le Pen et la trouve un peu « molle » sur les questions de sécurité ! Edouard Philippe, ancien Premier ministre, envisage un statut particulier pour les musulmans en France ! Le Sénat a voté la suppression de « l'Aide médicale d'état » et des prestations de la CAF pour les familles étrangères résidant en France depuis moins de cinq ans ! Toutes ces propositions sont contenues dans le programme du RN.

Dès septembre 2023 Nicolas Sarkozy avait prévenu qu'on ne pouvait plus considérer Madame Le Pen comme ne faisant pas partie de l'arc républicain.

Et lors de la manifestation du dimanche 12 novembre dans les rues de Paris, l'ensemble de la classe politique a défilé dans un cortège où Madame Le Pen et Monsieur Zemmour tenaient la vedette aux côtés de deux anciens présidents de la République et quatre anciens Premiers ministres.

Toute la classe politique, non ! La France insoumise n'a pas défilé.

Et les plus grandes organisations syndicales et associatives n'ont pas défilé non plus !

La CGT a pris un positionnement à ce moment-là comme au moment de la dissolution de l'Assemblée nationale qui change la donne. Ses campagnes pour dénoncer l'imposture sociale du RN sont importantes et l'engagement pris en faveur du NFP a constitué un nouveau pas en avant qui permettait de rassembler à l'intérieur du syndicat celles et ceux qui n'ont pas toujours voté de la même façon.

Macron s'est rallié entre les deux tours des législatives au barrage contre le RN. Les votes pour l'organisation de l'Assemblée nationale ont confirmé ce barrage.

Mais ce positionnement de la droite est fragile, elle veut essayer de garder le pouvoir mais plus que tout elle craint LFI, ses initiatives unitaires à gauche, sa volonté inflexible de mettre en œuvre un programme social, écologique et démocratique, radical.

Au moment où ces lignes sont écrites, Macron n'a toujours pas appelé Lucie Castets à constituer un gouvernement. Le fond de son attitude doit être clairement établi : il ne peut accepter un gouvernement qui reviendrait sur les mesures qu'il a prises auparavant concernant la retraite, la réforme du chômage, les salaires et il ne peut accepter que le financement de toutes ces mesures soit fait en taxant les riches et en répartissant d'une autre façon les richesses produites dans notre pays.

Alors il faut isoler la France insoumise et la combattre sans répit. Les responsables

du PS, d'EELV et du PCF feront-ils chorus en reprenant à leur compte par exemple le ni-ni ou l'accusation d'antisémitisme ? Leur responsabilité est grande. On a envie de paraphraser Frantz Fanon pour leur dire : quand vous entendez dire du mal de LFI, dressez l'oreille, on parle de vous. Car il n'y a pas d'alternative à ce pouvoir et à la politique qu'il mène sans la France insoumise. Attention, aujourd'hui ce serait le « tout sauf Mélenchon » qui conduirait notre pays à l'abîme.

L'EXIGENCE DU CAPITAL

Mais rétablissons la hiérarchie des causes.

La montée de l'extrême droite est d'abord une nécessité aujourd'hui pour ceux qui nous dirigent véritablement. Je parle bien sûr du capitalisme financier.

Il exige toujours plus d'exploitation, plus de rentabilité financière et à court terme. Cette course folle épuise la planète et les êtres humains. Elle modifie profondément notre vie, les modes de production et de distribution, notre rapport au travail et nos relations affectives.

Cette course folle génère plus que du mécontentement et sur toute la planète, quel que soit l'hémisphère.

Jusqu'à quand le capitalisme peut-il imposer sa loi ?

Ce qui est sûr c'est que dans de nombreux pays occidentaux les partis de droite n'arrivent plus à recueillir une majorité pour mener cette politique. Et cela fonde la nécessité de construire des coalitions entre la droite et l'extrême droite pour qu'elles gèrent ensemble les intérêts du capitalisme

C'est à l'ordre du jour dans notre pays où la droite seule n'arrive plus à rassembler une majorité.

Pour réaliser cela il faut un consensus idéologique sur une même vision du monde. Macron excelle en cette voie : son credo c'est la « décivilisation ». Toute pensée fasciste commence par cela : caractériser la situation comme une situation de décadence et appeler chacune et chacun à un sursaut moral pour la combattre. La conflictualité des rapports de classe n'existe plus. Vous voulez du travail ? « Traversez la rue ! » Et la victimisation individuelle est constante. Souvenez-vous des propos du président lors de la crise du COVID, il incriminait « le relâchement des Français ». C'est le même discours que Pétain en 1940 : « notre défaite est venue de nos relâchements. L'esprit de jouissance détruit ce que l'esprit de sacrifice a édifié ». Pour l'esprit de jouissance Macron a trouvé l'équivalence : nous devons sortir de « l'abondance ».

Fonder la politique sur la morale est une très grande escroquerie car elle oublie de dire évidemment qui se fait juge de la moralité. Le concept de « guerre des civilisations » en est le meilleur exemple : où est le bien et où est le mal ?

En réalité la bonne formule est : « ce qui est bien pour les États-Unis est bien pour le monde ». Pour combien de temps ?

En politique la seule morale à respecter serait : « je dis ce que je fais et je fais ce que j'ai dit » bref tout le contraire de la gauche d'avant.

Mais la vision morale de la société pollue le débat politique de toute une série de présupposés qui nous emmènent loin du combat révolutionnaire.

Par exemple j'ai déjà évoqué plus haut la problématique de l'apaisement. Elle revient à nier tout rapport de conflictualité dans notre société et par là même à désarmer le peuple puisque tout serait simple, de bon sens, et qu'il faudrait « faire confiance », « soyez tranquille, on s'occupe de tout ».

De même la campagne sur l'antisémitisme vise à adopter un point de vue moral en lieu et place d'un jugement politique sur le rapport entre deux états où l'un d'entre eux occupe l'autre et le massacre.

Et que dire du langage « Macronien » sur le réarmement de notre pays qui porte à égalité l'éventualité de faire la guerre sur le terrain dans un pays et la politique de natalité.

CONTINUONS DE CONSTRUIRE L'ESPOIR

Dépolitiser la vie publique c'est préparer la Nation au fascisme. Laval qui présidait le gouvernement de Vichy ne disait-il pas qu'il n'était pas un idéologue mais simplement un homme pragmatique.

Au contraire nous voulons rendre l'espoir à tous nos concitoyens. Oui la politique peut être au service de la vie. Ce n'est pas parce que le combat de classe est difficile qu'on ne peut pas le gagner.

D'ailleurs 105 000 personnes défilant à Paris contre l'antisémitisme à l'appel de toute la droite et de l'ancienne gauche c'est bien peu. Et surtout le peuple n'était pas là car il avait vu que le RN serait présent.

La mobilisation populaire est forte dès lors qu'il s'agit de défendre ce qui fonde l'unité de notre peuple à savoir la république sociale. Il y avait 2 500 000 personnes pour la grande manifestation contre le projet de retraite à 64 ans.

La jeunesse, les quartiers populaires se sont fortement mobilisés aussi bien aux élections européennes qu'au moment des législatives. Notre position par rapport à la Palestine a été ressentie comme une nécessité de solidarité à l'égard d'un peuple nié dans son identité, victime d'une guerre coloniale et d'un massacre insupportable. Mais les Palestiniens sont aussi devenus pour beaucoup le symbole de tous ceux qui sont exclus, discriminés.

La base sociale d'un changement de société existe toujours, elle n'a pas disparu depuis le vote de 2022. Avec elle nous devons construire le mouvement victorieux.

L'UNION POPULAIRE

C'est l'union populaire qui seule peut assurer cette victoire.

Cela veut dire que la mobilisation du mouvement social est indispensable à la réussite de la révolution. Indépendamment des partis politiques peut-être, mais en tout cas en coordination avec l'action politique de gauche lorsqu'elle est mue par une exigence de transformation sociale.

Aujourd'hui les syndicats remportent des succès dans des entreprises sur la politique des salaires par exemple. Malheureusement, au plan national ils échouent à gagner de grandes réformes. Leurs promoteurs doivent réfléchir à leur stratégie et à leur forme de lutte. Par exemple pour la retraite, l'unité syndicale n'a pas suffi pour gagner. C'est sans doute un point commun avec l'action politique où l'unité sans contenu échoue.

Oui il faut réfléchir à de nouvelles formes de combat. Le débat est déjà engagé. En particulier comment mettre en cause ces nouvelles chaînes de production plus dures à immobiliser, comment empêcher l'accumulation de profits « quoi qu'il arrive ».

N'injurions pas demain, les explosions sociales ne sont pas programmables. Sachons les guetter pour les favoriser et les accompagner. La misère progresse à pas de géant en France, est-ce supportable durablement ?

La deuxième difficulté à surmonter c'est évidemment le rassemblement politique pour gagner. Les blocages au sein de la Nupes ou du NFP montrent clairement que nos partenaires ne veulent pas accepter l'idée que la gauche de rupture souhaitée aujourd'hui principalement par les électrices et les électeurs est représentée en premier lieu par la France insoumise.

On ne peut pas en faire une querelle de chapelle mais nous devons attirer l'attention des gens sur cette difficulté qu'ont ces formations à admettre qu'il faut tourner la page de l'ancienne gauche. La meilleure façon de dépasser ce point de blocage est tout simplement d'agir avec les gens sur les revendications qui les concernent, nationalement et localement. Ne le faisons pas par la constitution de comités locaux reprenant les appellations nationales si leur composition rassemble les mêmes personnes qui bloquent les dynamiques au niveau national. Construisons des lieux où les insoumises et les insoumis travaillent, luttent, réfléchissent font de la politique avec les gens qui les entourent.

Soyons ouverts à toutes celles et tous ceux qui ont des engagements personnels, écologiques, socialistes ou communistes et qui ne se retrouvent pas dans les orientations politiques de ces organisations nationales du même nom. Notre action ne doit pas consister en du prosélytisme mais en un débat sincère sur les idées. À l'initiative d'insoumis communistes j'ai eu l'occasion d'aller dans les

Pyrénées atlantiques et dans l'Aisne où j'ai pu discuter avec de nombreux insoumis du communisme, des idées dont il peut être porteur et qui enrichissent notre patrimoine culturel et politique commun. Je ne leur ai pas proposé de rejoindre notre association, nous avons parlé idées. Et singulièrement plusieurs d'entre eux à la fin faisaient cette remarque : « finalement je suis peut-être communiste ». Et dans le même temps, de telles rencontres nous enrichissent tous mutuellement et nous donnent confiance pour construire ensemble

Quant à l'action concrète, la forme souvent appelée « gazeuse » des groupes d'actions permet que nous nous y sentions libres de conduire nos actions comme nous le voulons du moment qu'elles servent la cause commune.

Il y a des problèmes de fonctionnement que d'autres appellent démocratie. Sans doute, mais nous n'irons pas « ailleurs » car ailleurs c'est l'acceptation, au bout du compte, de l'ordre existant et nous sommes venus ici pour servir l'intérêt général de nos concitoyens.

Et concernant la démocratie qu'on ne vienne pas nous dire que, parce que nous proposons dans notre programme une sixième république, nous devons en appliquer les formes de fonctionnement dans l'organisation même. Il s'agit de deux choses différentes : le fonctionnement d'un pays et le fonctionnement d'un mouvement révolutionnaire sont nécessairement différents. Dans ce deuxième cas le respect de la diversité est aussi une richesse mais cette diversité doit être mise au service de l'action commune qui est menée.

La période est difficile, oui c'est vrai, mais les grandes forces sociales en France résistent bien. Le rejet du RN le 7 juillet l'a démontré. Ces forces sociales peuvent compter sur une organisation avec un programme qui ouvre une voie différente pour une république sociale qui seule garantit la liberté l'égalité et la fraternité.

« FAITES MIEUX »

Pour conduire une révolution, il faut revenir constamment au réel et étudier son évolution.

Comment ne pas saluer l'apport théorique de Jean-Luc Mélenchon dans la pensée philosophique et politique de gauche, le terme « gauche » étant ici employé pour signifier ce qui a toujours été le choix populaire pour nommer le refus de la droite.

Depuis combien de temps n'avons-nous pas connu d'hommes politiques qui pensent le monde et ses contradictions pour proposer un chemin ?

Depuis longtemps, très longtemps.

Je suis convaincu, et je l'ai dit plus haut dans ce texte, que la véritable haine qui s'exprime à l'égard de Jean-Luc Mélenchon par des gens qui se réclament de la gauche tient au fait qu'ils voient en lui l'incarnation même de ce à quoi ils ont renoncé.

Dans son dernier livre « Faites mieux », l'introduction de la notion de « noosphère » par exemple, traduit une réflexion sur l'évolution des savoirs dans notre société, de leur stockage, de leur diffusion, de leur appropriation. La noosphère est la sphère des activités de l'esprit humain. La numérisation des savoirs humains et leur utilisation interactive permet à tout un chacun de les alimenter et la progression du nombre de personnes humaines sur notre terre offre des perspectives de développement des savoirs et des savoir-faire vertigineux qui devraient permettre de maîtriser un développement possible des activités humaines sur toute notre planète.

L'utilisation de notre téléphone portable est une expérience individuelle journalière de ces circulations de savoirs qui peuvent influencer sur notre développement personnel comme sur des actions plus anecdotiques de notre vie quotidienne.

Mais bien sûr Jean-Luc Mélenchon pose les conditions politiques d'un tel progrès de l'humanité. Il s'agit de résister à l'appropriation privée des supports qui stockent tous ces savoirs en maintenant une propriété collective publique qui garantisse que l'objectif sera bien au service de l'humanité et non au service d'un capitalisme qui y trouve l'occasion de développer toujours plus notre consommation comme source de ses profits et de destruction de la planète.

Ces réflexions s'additionnent à celles de « L'ère du peuple » qui avaient déjà innové en présentant la préservation libre de l'accès aux réseaux qui permettent la reproduction de nos conditions de vie comme essentielle.

Dans tous les domaines de notre vie, le capitalisme peut être contesté et mis en échec par la construction d'un chemin différent plaçant le collectif humain au-dessus de l'intérêt privé. Cela suppose une mise à jour continuelle de notre stratégie révolutionnaire qui constitue une activité intellectuelle personnelle et collective, bien loin de considérations de carrière.

L'APPORT COMMUNISTE

Mais nous communistes, nous avons aussi une réflexion essentielle dans le combat révolutionnaire qui peut être utile à notre mouvement.

Par exemple la notion de travail est en débat aujourd'hui. Elle est questionnée par beaucoup, à gauche comme à droite. J'ai souvenir pour ma part d'un livre écrit par Lucien Sève autre philosophe de gauche, qui s'intitulait « Marxisme et Théorie de la personnalité ». De cette lecture ancienne certes, j'ai gardé un enseignement précieux. Si nous cherchons à mieux connaître ce qu'est notre personnalité examinons notre emploi du temps.

Or le travail c'est au moins un tiers du temps de tous les êtres humains.

Là encore la dérive qui s'opère consiste à porter un jugement moral sur le travail. Sarkozy avait tracé la route avec les notions de mérite et de récompense.

Mais que dire de ceux qui se réclament de la gauche et s'efforcent de distinguer dans notre pays ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas, étant entendu que le jugement qui est porté est réprobateur à l'égard de ceux qui ne travaillent pas.

Merci pour ceux qui ne trouvent pas de travail, merci pour ceux qui se tuent au travail, expression qui n'est pas que symbolique. Merci pour ceux qui ont du travail inintéressant, mal payé et précaire. Merci pour ces immigrés qu'on va maintenir en France parce qu'ils répondent aux besoins en travail du patronat.

Il conviendrait, tout au contraire, de tirer les enseignements de l'évolution que l'on peut constater notamment depuis la crise du COVID dans le rapport des gens au travail.

La grande démission vous connaissez ? Tous ces emplois désertés parce que trop dévoreurs de vie et mal payés, tous ces emplois qui étaient l'objet d'un engagement en faveur de l'intérêt général et qui perdent leur sens compte tenu de la détérioration générale des conditions collectives de leur accomplissement. Tous ces cadres ou ces salariés qui aspirent à quitter les grandes métropoles pour acquérir des maisons à la campagne et travailler en télétravail.

Faut-il nommer ces emplois ? Les professions de la restauration, les infirmiers et les infirmières, les professeurs, les jeunes diplômés pour des métiers dont ils ne veulent pas parce qu'ils les considèrent comme inadaptés à notre siècle en regard des enjeux écologiques etc. etc.

Tout cela démontre que l'aspiration à choisir son travail est devenue essentielle alors que la mobilité professionnelle est aujourd'hui contrainte et presque entièrement sous contrôle du patronat.

La proposition que nous portons, comme communistes et qui est inscrite dans le programme de « l'Avenir en commun » c'est la « Sécurité sociale professionnelle ». Son but est de créer les conditions pour que la mobilité professionnelle soit demain maîtrisée par le salarié pour qu'il puisse tout simplement maîtriser sa vie.

Cela signifie que ses revenus d'existence doivent être pérennes et assurés notamment par le biais des cotisations sociales quand il se retrouve au chômage. Cette situation doit lui permettre de choisir un parcours de formation qui élève sa qualification afin d'accéder à des métiers épanouissants et qu'il se retrouve, fort de cette qualification supérieure, dans une meilleure position face au patron lorsqu'il négociera un nouveau contrat de travail.

Bien sûr la gestion collective de ce droit doit revenir aux représentants des salariés à leur organisation syndicale dans le cadre d'une nouvelle branche de la sécurité sociale. C'est ainsi qu'il deviendrait un droit collectif. Le patronat doit être partie prenante de cette gestion car d'abord il cotisera, ce qui constituera une nouvelle avancée dans le rapport entre le salariat et le capital, et parce qu'il contribuera avec l'État et les salariés à définir un vaste plan de formation à de nouveaux métiers

utiles et non délocalisables, en liaison avec la bifurcation écologique de notre production. Vaste plan de formation sans lequel le droit à une mobilité choisie ne pourra jamais être effectif.

Voici un grand projet qui change notre vie à tous. Un exemple seulement des propositions que nous pouvons apporter comme communistes.

AVEC CONFIANCE

Nous sommes de celles et de ceux qui pensent que le capitalisme n'est pas un horizon indépassable. Nous voulons construire une alternative à cette société fondée sur l'exploitation des hommes et de la nature.

L'histoire des peuples ne se laisse pas conter par les profiteurs.

La période n'est pas sombre, elle est incertaine. N'oublions pas que le Front populaire l'a emporté en pleine montée des idées d'extrême droite en France et en Europe.

Une victoire n'est possible cependant que si nous n'oublions pas que ce qui compte c'est que le peuple se constitue comme peuple.

A quoi faisons-nous référence ? Jean-Jacques Rousseau écrivait : « il serait bon d'examiner l'acte par lequel un peuple est un peuple car cet acte (...) est le vrai fondement de la société » et bien sûr pour lui il s'agissait du « contrat social » c'est-à-dire cet acte par lequel toute personne accepte de s'aliéner dans la communauté, d'en devenir « citoyen » et « sujet » soumis à la loi. Mais bien sûr cela n'est possible que si cette loi est élaborée par tous. C'est le sens même des « états généraux » de 1789 où toutes les classes sociales se côtoient pendant toute leur durée en gommant leurs différences pour construire ce « contrat social » qui sera accepté par tous parce que construit par tous. Cela permet de définir ce que nous appelons « l'intérêt général ».

Le mouvement des gilets jaunes, d'une certaine manière, a reproduit à son échelle ce processus de constitution d'un « peuple ». Du point de vue politique, chacun a constaté la diversité de celles et ceux qui se retrouvaient sur les ronds-points mais progressivement, dans le mouvement, et dès lors qu'ils ont essayé d'établir un cahier de revendications, celui-ci a très vite ressemblé au programme « l'Avenir en commun » des insoumis. Tout le monde l'a remarqué avec le rétablissement d'un impôt sur la fortune et un SMIC permettant de vivre, par exemple. Personne n'a été touché par la grâce dans ces ronds-points, simplement dès lors que tout le monde réfléchissait à l'intérêt général, ces personnes se sont retrouvées sur des objectifs qui permettaient de changer la vie.

S'attaquer au capitalisme pour le dépasser suppose aussi la mise au point de règles économiques et sociales nouvelles permettant la satisfaction des besoins et non pas la recherche du profit. Cette entreprise est bien sûr difficile, mais ce qui est

certain c'est qu'il est impossible de transformer la société sans que le peuple ne s'empare de cette tâche.

Voici une conviction profonde des insoumis communistes et dans les groupes d'actions auxquels nous participons nous voulons toujours « faire de la politique », parler politique de même que nous voulons le faire avec le maximum de gens autour de nous parce que nous sommes persuadés que c'est dans cette alchimie humaine complexe que la révolution peut l'emporter.

Celles et ceux qui en sont convaincus peuvent nous rejoindre pour ce combat : insoumiscommunistes@gmail.com

FRANCIS PARNY

Merci à celles et ceux, communistes, avec qui j'échange régulièrement dans le bureau de notre association et à ceux et celles avec qui j'échange moins régulièrement aussi, c'est grâce à ces échanges que j'ai pu écrire ce texte qui je l'espère, reflète une opinion collective.

NOTES :

¹ D'ailleurs pour moi, ceux qu'on appelait « dissidents » en URSS, restaient « communistes ». Ils avaient la certitude qu'il fallait abolir l'ordre qui avait été construit dans leur pays pour dépasser les contradictions comme sans doute Gorbatchev. Mais les peuples s'en sont chargés et le mur de Berlin s'est effondré.

² Période faste qui allie la création de la sécurité sociale par exemple mais aussi le seul positionnement juste politiquement à propos des colonies alors que le PS dérivait sur cette question ce qui l'a conduit en grande partie à l'échec de Gaston Defferre aux présidentielles de 1969.

³ C'était l'époque bienheureuse où des maires communistes construisaient à la fois des piscines, des gymnases et des théâtres ! L'art avait toute sa place dans leur projet politique.

⁴ T.I.N.A : « There is no alternative », « il n'y a pas d'alternative ».

⁵ Seule la mise en place du « front de gauche » par Marie George Buffet a stoppé momentanément cette dégringolade. Il s'agissait déjà de rassembler toutes les forces politiques qui considéraient la rupture avec le capitalisme comme nécessaire et de proposer une alternative au Parti socialiste. Mais Pierre Laurent devenu premier secrétaire du PCF a « tué » le « front de gauche » pour privilégier ses alliances municipales.

⁶ Las ! Les politiques libérales en étouffant les finances communales ont mis fin à l'imagination municipale dont avaient fait preuve les communistes. Les maires communistes se sont mis à faire : des zones industrielles où s'entassaient des entrepôts, des ronds-points pour accéder au supermarché installé hors des villes, des polices municipales, l'installation de caméras de surveillance et l'utilisation des crédits d'investissements de l'ANRU (Agence nationale pour la rénovation urbaine) en contribuant ainsi à la gentrification des villes. Des exceptions à ce conformisme urbain étaient rares ; je veux citer ici le maire de La Courneuve qui avait conçu la restructuration de son centre-ville autour d'équipements publics et non pas autour d'un centre commercial.

⁷ Félicien FAURY « Des électeurs ordinaires » Le Seuil.

⁸ Programme partagé de gouvernement, chapitre 8 page 40.



**INSOUMIS-ES
COMMUNISTES**